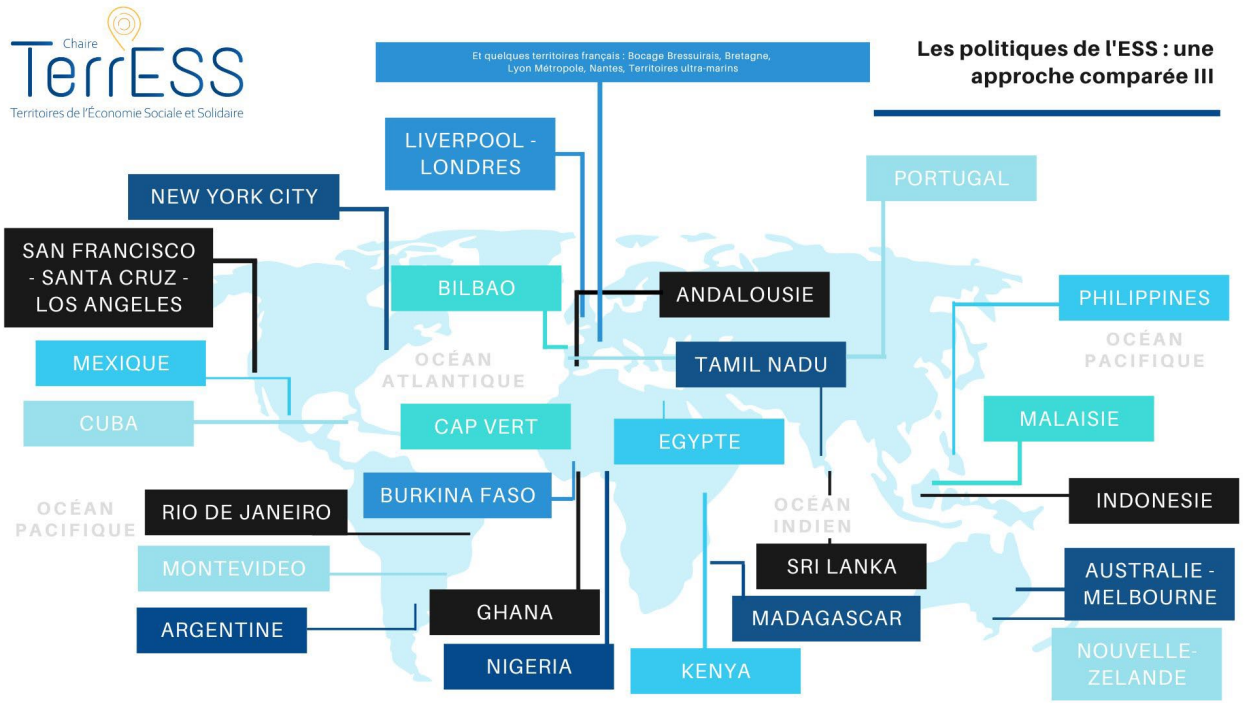
INTERNATIONAL

Les politiques de l'ESS : une approche comparée

Ces synthèses ont été rédigées dans le cadre d'un exercice pédagogique réalisé au sein du cours « Les politiques d'ESS : une approche comparée » de Sciences Po Bordeaux en 3ème année en 2025 en partenariat avec le GSEF.



Los Angeles (USA)

par Pauline GRENOUILLOUX, Evan MULLER, Cyril BOREL, Zoé MEUNIER

En 2002, les habitants et activistes de la vallée de San Fernando, quartier au nord de Los Angeles, rédigent la « déclaration d'indépendance de San Fernando » en reprenant le modèle de la déclaration d'indépendance des Etats-Unis de 1776. Dans ce texte à visée sécessionniste, les résidents de San Fernando mettent en avant leur volonté d'une plus grande solidarité sociale au sein de leur communauté. Cette nécessité solidaire est encore d'actualité et fait écho aux difficultés sociales et financières auxquelles font face un grand nombre d'angelenos. En effet, « La Cité des Anges » connue pour son industrie cinématographique ainsi que pour son immensité territoriale (130 hectares) et démographique (plus de 3,8 millions d'habitants en 2023), est également une des villes américaines où on compte le plus de sans-abris. En 2023, plus de 75 000 angelenos étaient sans-domicile fixe. L'extrême pauvreté et la précarité sont donc de réels enjeux à Los Angeles auxquels différents acteurs, institutionnels ou non, tentent de répondre.

L'économie sociale et solidaire correspond à l'ensemble des pratiques économiques qui visent à concilier activité économique et utilité sociale. Ce secteur plutôt présent en Europe est encore discret aux États-Unis. Ainsi, bien que la ville de Los Angeles et les différents districts qui la composent n'ont pas à proprement parler de politique générale d'économie sociale et solidaire, de nombreuses mesures et actions sont mises en place dans le but de lutter contre la pauvreté et de pallier les disparités économiques, sociales et ethniques.

Dans le cadre de notre étude sur la matérialisation de la solidarité sociale à Los Angeles, nous nous intéresserons donc aux cadres institutionnel et juridique dans lesquels s'inscrivent ces activités, la structuration et les apports de celles-ci aux habitants de Los Angeles. Enfin, il s'agira également de mettre en avant les défis et limites qui se posent au développement de dispositifs solidaires dans un contexte particulier de préparation de la ville à l'accueil des Jeux Olympiques 2028.

I. Cadres institutionnels et juridiques révélateurs d'une volonté de pallier aux disparités économiques et ethniques

a) Cadre institutionnel et juridique absent

Los Angeles présente de fortes disparités géographiques et sociales. Les politiques d'Économie Sociale et Solidaire peuvent donc sembler nécessaires. Pour autant, certains obstacles mettent en difficulté l'achèvement d'une ESS complète et polyvalente, comme l'absence d'un cadre institutionnel et juridique défini.

Aux États-Unis, la législation n'est pas unifiée. Le système juridique est décentralisé, il dépend des États. De manière générale, les États-Unis ne priorisent pas les économies alternatives et se concentrent sur le marché et l'individu. Par ailleurs, la régulation est sectorielle : les politiques d'ESS dépendent rarement d'une législation unifiée mais sont financées de manière publique ou privée. À Los Angeles, les initiatives sont principalement encouragées à l'échelle locale.

Pour autant, l'État californien soutient progressivement l'ESS, notamment à Los Angeles. En effet, dans la Constitution de l'État, il est inscrit que les pouvoirs publics doivent travailler de

pair avec les associations locales pour mettre en place leurs politiques. Cette coopération permet aux associations de mettre en avant leurs projets et d'être écoutées par les pouvoirs publics dans la mise en place de politiques publiques.

C'est notamment l'idée des *Benefit Corporation* qui produisent des biens publics et sociaux et opèrent de manière durable. C'est une forme de société présente dans 16 États américains (dont la Californie), un type de congruence entre la naissance des politiques publiques et l'institutionnalisation de l'ESS. Les deux visent la prise en charge de questions sociales et économiques. Les *Benefit Corporations* répondent par ailleurs à plusieurs ODD, comme la réduction de la pauvreté ou la création d'emplois. Par exemple, *Homebody Industries* : c'est une organisation hybride qui aide les individus en réinsertion. Son impact sur la société est assez important : réduction de la criminalité, création d'une solidarité locale, réinsertion sociale et professionnelle d'individus marginalisés. Elle est en partie dépendante des dons et des subventions publiques, ce qui limite son expansion. Toutefois, cela ne lui enlève pas son succès à Los Angeles, malgré la faiblesse du cadre légal et institutionnel pour l'ESS.

Le principe de ces *B-Corps* est en expansion : en 2010, on en comptait 200. Aujourd'hui, plus de 3500 dans le monde, dont une part importante à Los Angeles, notamment car une B-Corps évolue 28 fois plus rapidement qu'une entreprise américaine classique. 76% des *Benefit Corporation* ont mis en oeuvre des mesures pour réduire leurs émissions carbones, contre 51% des entreprises classiques : c'est bien un objectif auquel les structures d'économie sociale répondent.

b) Cadre normatif

À défaut de cadre juridique et institutionnel spécifique à l'ESS, un cadre normatif plus informel s'impose progressivement. Il encadre les actions des acteurs individuels et collectifs œuvrant pour une économie alternative et plus favorable à la soutenabilité et la responsabilité, face aux enjeux sociaux et économiques de Los Angeles. Il se juxtapose à différents référentiels sectoriels : pauvreté, crise environnementale, conditions de travail, aménagement responsable de quartiers défavorisés. Ces modèles décentralisés sont donc mis en place pour répondre aux besoins spécifiques des communautés locales grâce à un éventail de pratiques et de structures informelles.

Par exemple, les coopératives de travailleurs qui sont à la fois propriétaires et gestionnaires de l'entreprise. Les décisions sont collectives, favorisant un modèle économique de redistribution équitable des profits et une gestion démocratique de l'entité. La *Los Angeles Workers' Cooperative* (LAWC) illustre cette quête locale de revendication de conditions de travail plus juste, tout en développant une économie locale plus durable.

Ceci souligne l'importance de l'échelle locale dans l'ESS à Los Angeles : contrairement à d'autres grandes villes comme New-York ou Washington, elle révèle une diversité ethnique importante qui exige une adaptation locale des politiques publiques de l'ESS. Ces politiques font ainsi preuve d'une grande souplesse. Le *Los Angeles Eco-Village* met en avant cette dimension locale. Ce projet d'économie solidaire locale encourage la durabilité à travers l'agriculture urbaine : les habitants d'un quartier coopèrent pour aménager un cadre de vie autosuffisant et respectueux de l'environnement. Ce projet répond à divers ODD (3, 7, 10, 13, 17) : des acteurs coopèrent pour la réalisation d'objectifs pour l'amélioration de leur cadre de vie conformément aux exigences environnementales actuelles, via un travail décent et respectueux.

Ce cadre normatif est donc composé de divers acteurs avec des degrés d'implication variés. Les gouvernements locaux et administrations publiques sont relativement présents par des subventions, mais on observe une forme de hiérarchisation des priorités à Los Angeles, où l'économie alternative n'occupe pas une place importante. Il faut donc davantage se tourner vers les entreprises et fondations privées ainsi que les citoyens et collectifs locaux.

II. Structuration, dynamiques d'implantation et impacts de l'ESS à Los Angeles

a) L'écosystème d'ESS angelenos

À Los Angeles, le réseau organisant la solidarité entre les citoyens est vaste et complexe.

En premier lieu, les universités de la métropole soutiennent la recherche autour des besoins sociaux des résidents et de l'efficacité des dispositifs déjà en place. Par exemple, « l'École d'Affaires Publiques » de UCLA publie des études sur la justice sociale, les inégalités socio-économiques et l'économie coopérative locale qui peuvent ensuite servir de base à l'action publique.

De même, des *think tanks* et acteurs non institutionnels tels que des associations contribuent à la recherche autour des sujets. En plus de produire, ils font la promotion de l'économie solidaire et durable. Le « *Solidarity Research Center* » produit des recherches qui mettent en avant les apports de l'économie solidaire sur la justice sociale et raciale à Los Angeles. Cette organisation à but non lucratif entreprend un travail de promotion de valeurs de l'économie solidaire soutenable. Elle s'insère dans un réseau plus large de solidarité dans lequel on retrouve aussi des organisations communautaires. Les communautés ethniques et religieuses sont aux Etats-Unis de réels piliers de la solidarité en raison des convergences entre inégalités socio-économiques et inégalités raciales. Le CARECEN (Central American Resource Center) aide les immigrants venus d'Amérique centrale dans la régularisation de leur situation. Cette association, à l'origine communautaire, mène diverses activités qui lient utilité économique et entraide : conseil juridique, obtention d'aides financières…

Par ailleurs, certaines structures mettent au cœur de leur modèle de production la coopération et la solidarité. Ces organisations mettent en pratique les principes de l'économie sociale et solidaire. Dans le domaine bancaire, Motiv est une banque solidaire développée par Edward Preuss dont le but est de garantir l'accès à des services bancaires au plus grand nombre, en faisant communiquer les individus aisés de Los Angeles avec ceux dont les moyens sont limités. Aux États-Unis, l'endettement et l'hypothèque étant monnaie courante, valoriser la solidarité bancaire est donc d'utilité sociale.

b) Les politiques publiques de l'ESS

Comme évoqué, Los Angeles n'est pas réellement doté d'un cadre juridique qui institutionnalise l'ESS. Toutefois, les autorités publiques peuvent être à l'origine de projets qui lient solidarité et développement économique durable.

Pour envisager l'action publique sociale à Los Angeles, nous nous focaliserons d'abord sur les politiques de lutte contre le sans-abrisme. En 2016, les autorités publiques angelenos mettent au point une stratégie pour répondre à cet enjeu majeur. Divers acteurs sont mobilisés tels que le bureau de la maire de Los Angeles, le conseil municipal, les services départementaux, le comté de Los Angeles, en collaboration avec des organismes privés dont le rôle est de fournir des logements pour les sans-abris. Le premier objectif de cette ambitieuse stratégie était clair : plus aucun sans-abri à Los Angeles. Sous l'égide du *Los Angeles Homeless Services Authority* (LAHSA), les pouvoirs publics s'appliquent à donner un toit, à accompagner et à fournir des services de première nécessité aux sans-abris, avec un volet lié à la prévention du sans-abrisme devenu monnaie courante aux États-Unis. Les chiffres de LAHSA concernant ces deux dernières années (2023-2024) sont plutôt positifs : le nombre de sans-abris dans le comté de Los Angeles a subi une baisse importante. Par ailleurs, LAHSA célèbre en 2023 son record de placements permanents de sans-abris grâce auxquels environ 27 300 personnes sans domicile fixe sont devenues officiellement résidentes angelenos. Afin de rendre ce système privé-public encore plus efficace, il est prévu en 2025 de renforcer sa collaboration avec des centres de recherche fiables comme celui de UCLA, afin d'améliorer leurs données sur le nombre de sans-abris en prenant notamment en compte ceux vivant dans leurs véhicules, souvent oubliés.

En définitive, la politique publique de lutte contre le sans-abrisme reflète la logique d'ESS appliquée à la résolution d'un enjeu de société aux conséquences réelles. Néanmoins, malgré les effets encourageants des dispositifs sociaux publics ainsi que de ceux de la société civile, le développement et l'institutionnalisation d'un réel tissu d'économie sociale et solidaire reste entravé par de nombreux obstacles.

III. Des enjeux prioritaires mais pas toujours atteint incarnant des limites

a) Un cadre juridique qui freine la mise en œuvre de projets d'ESS

Los Angeles est ainsi l'archétype de la métropole américaine moderne : une ville où cohabitent de profondes inégalités socio-économiques. L'économie sociale et solidaire, bien que peu institutionnalisée dans un contexte américain décentralisé, se développe malgré tout grâce à l'implication conjointe d'acteurs publics et privés. Leurs actions permettent de lutter contre ces inégalités qui fracturent la population angelenos. Cependant, cette dynamique rencontre des limites structurelles : l'absence d'un cadre juridique unifié, les priorités divergentes des pouvoirs publics, et les contraintes économiques liées à une ville en transformation, notamment à l'approche des Jeux Olympiques de 2028. Ainsi, bien que les défis sociaux auxquels Los Angeles et sa population doivent faire face soient prioritaires, le manque de moyens alloués à leur résolution reste une réalité.

Nombre de projets d'ESS portés le plus souvent par des associations, mais aussi dans le cadre de coopératives se heurtent à un cadre juridique lourd et complexe ainsi que des démarches administratives qui deviennent des barrières et tendent à la fragilisation de ces projets. C'est par exemple le cas pour la coopérative Union Cooperative Initiative, qui est contrainte d'embaucher des experts juridiques et comptables en plus pour répondre aux exigences du droit californien car celui-ci reste très fragmenté pour ce qui concerne les petites coopératives, en plus d'exigences fiscales importantes.

Par ailleurs, les exigences du droit californien peuvent représenter un coût dans la mise en œuvre des projets d'ESS. Si l'on prend l'exemple des « Tiny Houses », petits logements créés pour les personnes sans-abris à Los Angeles (qui sont au nombre de 75 500 personnes à Los Angeles) souvent dans un cadre associatif, leur construction se heurte à des contraintes juridiques : celle-ci doit obligatoirement remplir un certain nombre de critères techniques complexes pour rester dans les limites de la légalité. Elles doivent par exemple être équipées de leur propre système de gestion des eaux usées, bien que soient majoritairement installées des toilettes sèches. Autant de critères qui tendent à augmenter le coût de construction de ces Tiny Houses, rendant le projet très dépendant des dons et subventions et fragilisant la réelle pérennité de tels projets peu lucratifs.

b) Un ciblage des subventions publiques qui ne priorise pas les projets d'ESS : persistance des inégalités à Los Angeles

L'économiste Elsa Devienne explique que Los Angeles tire la plupart de ses profits de l'industrie pétrolière, mais aussi et surtout cinématographique, dont 90 % de la population mondiale provient de là-bas. Elle insiste également sur les grands investissements par la municipalité des plages, atout principal pour l'attractivité de la ville. Pour l'économiste française, malgré les efforts de Los Angeles pour pallier les grandes problématiques d'inégalités, la ville a plutôt tendance à investir sur les projets qui rendront la ville californienne plus attractive. Les projets d'ESS selon elle, passent ainsi à nouveau au second plan

D'autant plus que les projets d'ESS par les pouvoirs publics mis en place ne semblent pas réellement pallier les inégalités au sein de la ville : ils sont majoritairement tournés vers la problématique environnementale (RecycLA), mais très aussi très critiquée pour leur manque d'efficacité face à la réelle pollution que la ville émet. Pour cela, le service a reçu près de 6000 plaintes au cours de l'année 2017. A côté de cela, les problématiques les plus caractéristiques de la ville sont souvent critiquées pour leur manque de réelle prise en charge : la gentrification et le logement.

La dynamique entrepreneuriale, assez directement liée à l'influence de la Silicon Valley, est très présente à Los Angeles, particulièrement soutenue par la ville. Par exemple, pendant la crise de Covid-19, la ville avait lancé une vaste campagne de subventions aux PME, renforçant la place de l'entreprise dans l'économie locale, reléguant ainsi la place des associations, coopératives et mutuelle à un second plan.

Ce primat des grandes entreprises à Los Angeles se retrouve également dans une concurrence très imparfaite sur les marchés angelinos. En effet, les petites initiatives solidaires se retrouvent écrasées par des entreprises qui bénéficient d'effets de réseaux et d'économies d'échelles pour faire baisser leurs prix de vente, contre des petites coopératives qui doivent elles augmenter leur prix pour couvrir les coûts. Nous pourrions citer ici Homeboy Industry qui propose des produits alimentaires confectionnés par d'anciens détenus, fortement concurrencées par les entreprises de fast-food américaines telles Starbucks ou même Sweetgreen, à l'image eco-friendly mais qui bénéficie d'une image de marque bien implantée. Cela pousse à une forme de précarité de l'emploi au sein des structures d'ESS et le secteur devient moins attrayant.

L'économie sociale et solidaire, bien qu'encore peu institutionnalisée à Los Angeles, joue un rôle clé face aux inégalités socio-économiques de la ville. Grâce à des initiatives locales et des coopérations entre acteurs publics et privés, elle incarne une réponse partielle aux défis sociaux,

mais reste freinée par l'absence d'un cadre juridique clair et des priorités économiques souvent divergentes.

Bibliographie

Allan J. Scott, E. Richard Brown, « Poverty and Employment Issues in the Inner Urban Core », *South Central Los Angeles : Anatomy of a Crisis*, UCLA, The Lewis Center for Regional Policy Studies, juin 1993

Belloeil, C., & Belloeil, C. (2023, 19 décembre). L'essor de la CleanTech à Los Angeles – France Science. *France Science - Office for Science & Technology of the Embassy of France in the United States*

Boudreau, J.-A. (2004). Territoire vécu, territoire stratégique et territoire institutionnalisé : de la redéfinition de la solidarité sociale à Los Angeles. *Lien social et Politiques*, (52), 107–118.

Boudreau, J., Didier, S. et Hancock, C. (2004), Homogénéisation résidentielle et indépendance politique : de la sécession urbaine et autres incorporations à Los Angeles. *L'Espace géographique*, tome 33(2), 131-148.

Bois-Choussy, S., & Ollivier, Y. (s. d.). *Los Angeles, l'innovation publique grand format*. Horizons Publics.

Elissa Cohen, La jungle urbaine de Los Angeles : problèmes environnementaux et la ville, - *La revue électronique en sciences de l'environnement* [Online], 3-2 | Octobre 2002

Ghorra-Gobin Cynthia. La gestion d'une métropole urbaine récente : l'exemple de Los Angeles, *Revue française d'administration publique*, N°40, 1986, pp. 75-86.

Ghorra-Gobin, C. (2002). Chapitre 6. La traduction spatiale de l'internationalisation et l'amorce d'un autre modèle urbanistique. In *Los Angeles* (1–). CNRS Éditions.

Ghorra-Gobin Cynthia. Los Angeles : le rôle incontournable de l'État fédéral, *Villes en parallèle*, n°30-31, décembre 2000. Gouverner les métropoles. pp. 148-161.

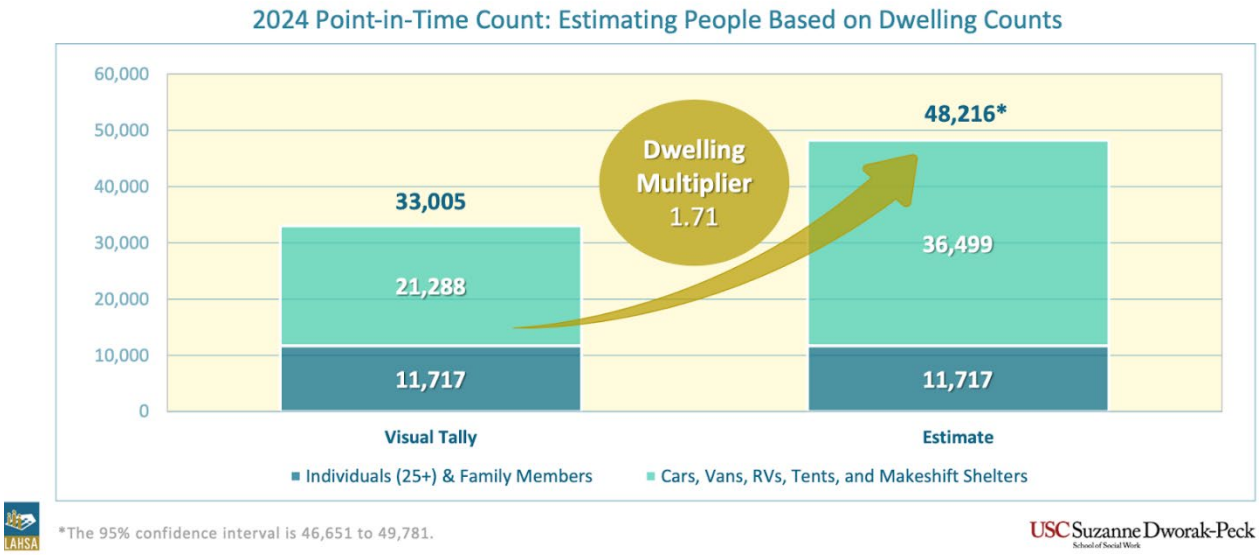
LA City open budget. (s. d.). https://openbudget.lacity.org/#!/year/default

Menezes, G. H. E. R. (2022, 31 mai). Los Angeles : sous les palmiers, la misère. *Courrier International*

Talpin, J. (2015), Los Angeles, de l'émeute à l'auto-organisation des quartiers populaires. *Mouvements*, n° 83(3), 130-137.

Annexes

Survey data is used to determine how many people are living within each vehicle, tent and makeshift shelter



*The 95% confidence interval is 46,651 to 49,781.

USC Suzanne Dworak-Peck School of Social Work

Ce graphique illustre une estimation du nombre de personnes vivant dans des véhicules, des tentes ou des abris de fortune à Los Angeles en 2024. À partir d'un comptage visuel initial de 33 005 individus, un multiplicateur de logement (1,71) est appliqué pour ajuster l'estimation à 48 216, avec une répartition par types d'habitations.

2024 | GREATER LOS ANGELES HOMELESS COUNT

The data continues to show that historic exclusionary racist policies still result in a disproportionate amount of black people experiencing homelessness.

Latinos remain the largest ethnic group experiencing homelessness.

Race / Ethnicity	Homeless Pop. single race category only	Homeless Pop. race category and Hispanic/Latino/a/e	Grand Total	Percent of Total
American Indian, Alaskan Native, or Indigenous	1,056	476	1,532	2.2%
Asian or Asian American	927	200	1,127	1.6%
Black, African American, or African	21,160	881	22,041	31%
Hispanic/Latino/a/e alone		23,103	23,103	*see below**
Middle Eastern or North African	95	5	100	0.1%
Native Hawaiian/Other Pacific Islander	288	81	369	0.5%
White	14,905	5,762	20,667	29.0%
Multiple Races	1,889	373	2,262	3.2%
Total	40,320	30,881	71,201	
Hispanic/Latino/a/e alone plus Hispanic/Latino/a/e and any other category	*n/a*	30,881	*n/a*	43%*

*Respondents can select Hispanic/Latino/a/e alone or in combination with another category, so the total adds up to more than 100%.

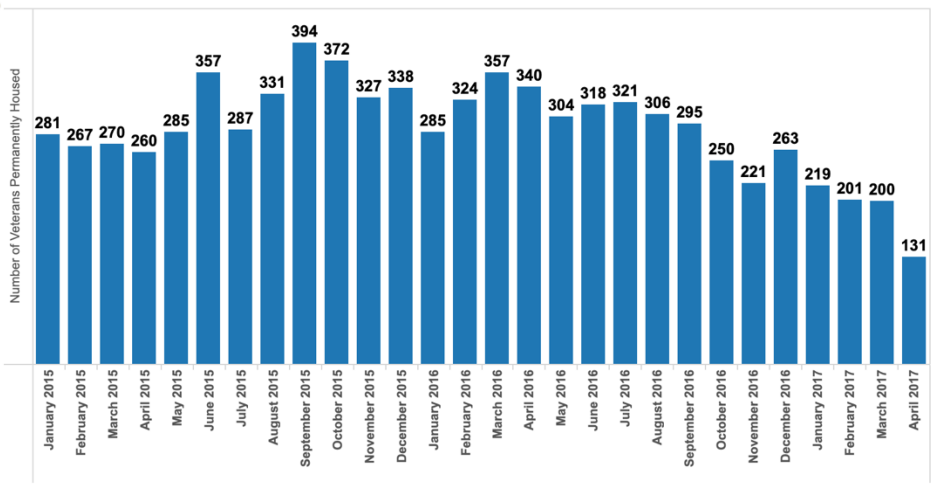
Chaire TerrESS
Territoires de l'Économie Sociale et Solidaire

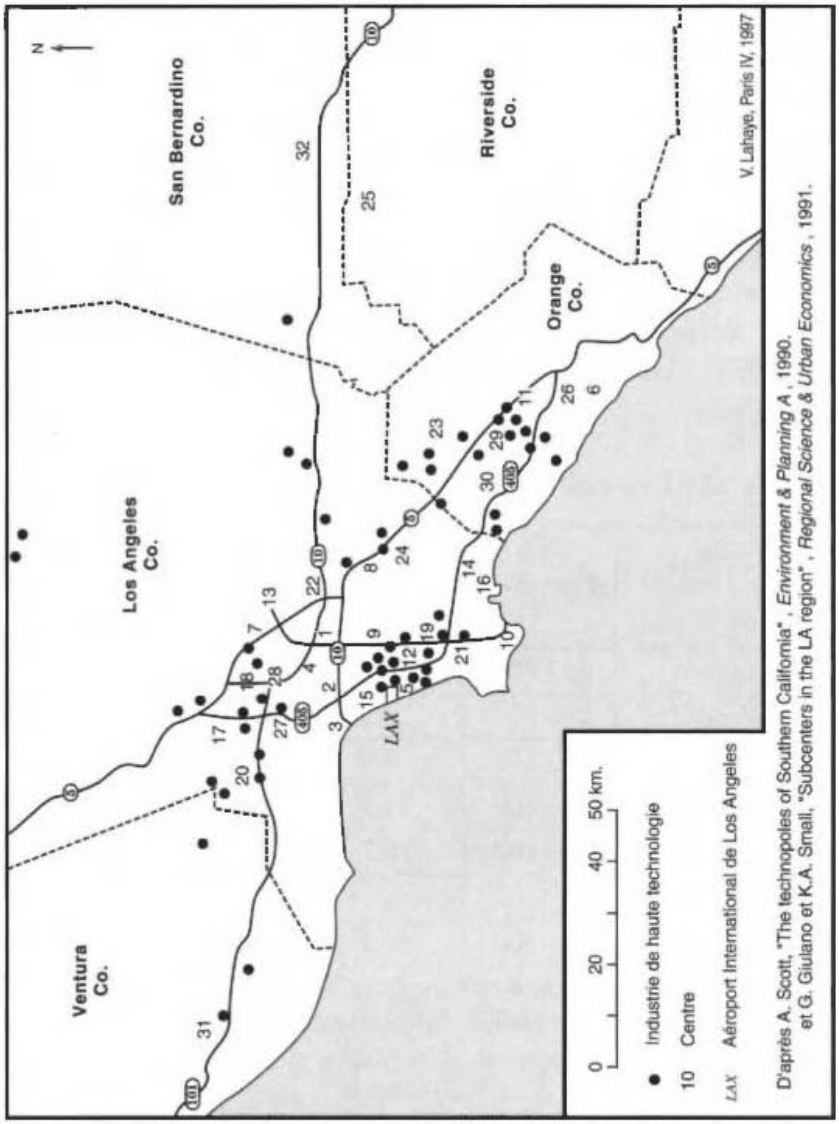
Gsef Global Social Economy Forum

Los Angeles County
Veteran Homelessness Dashboard

This dashboard highlights critical information for this collaborative partnership's efforts to end Veteran Homelessness throughout Los Angeles County.

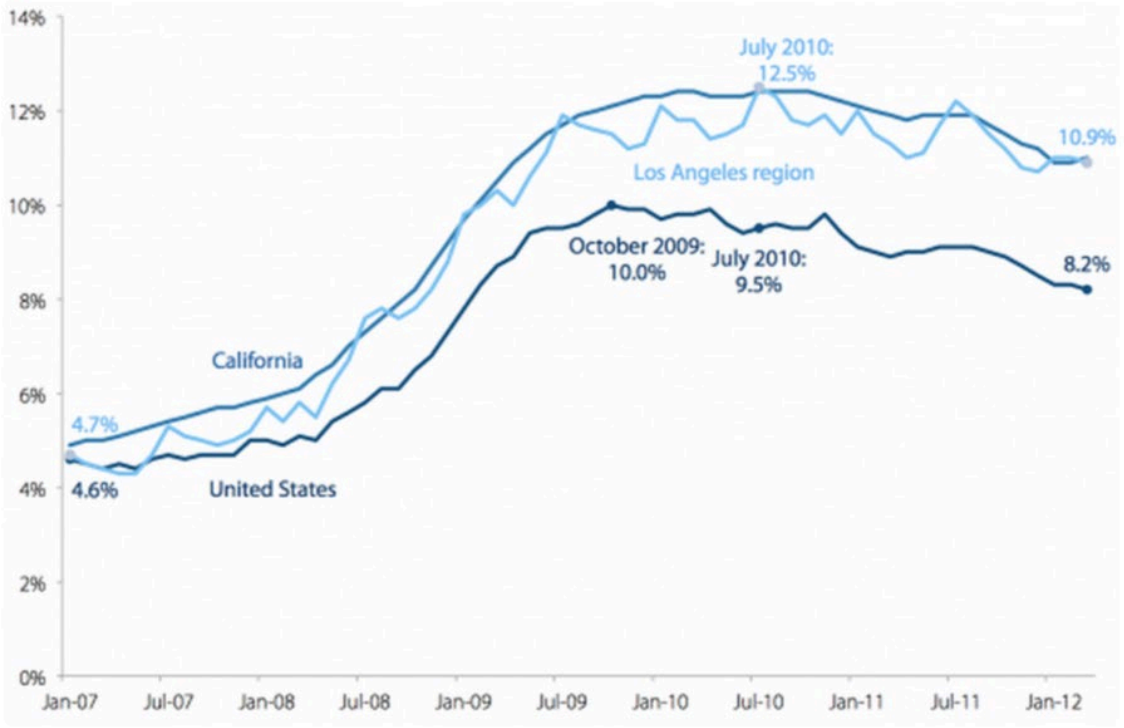
Housing Trends





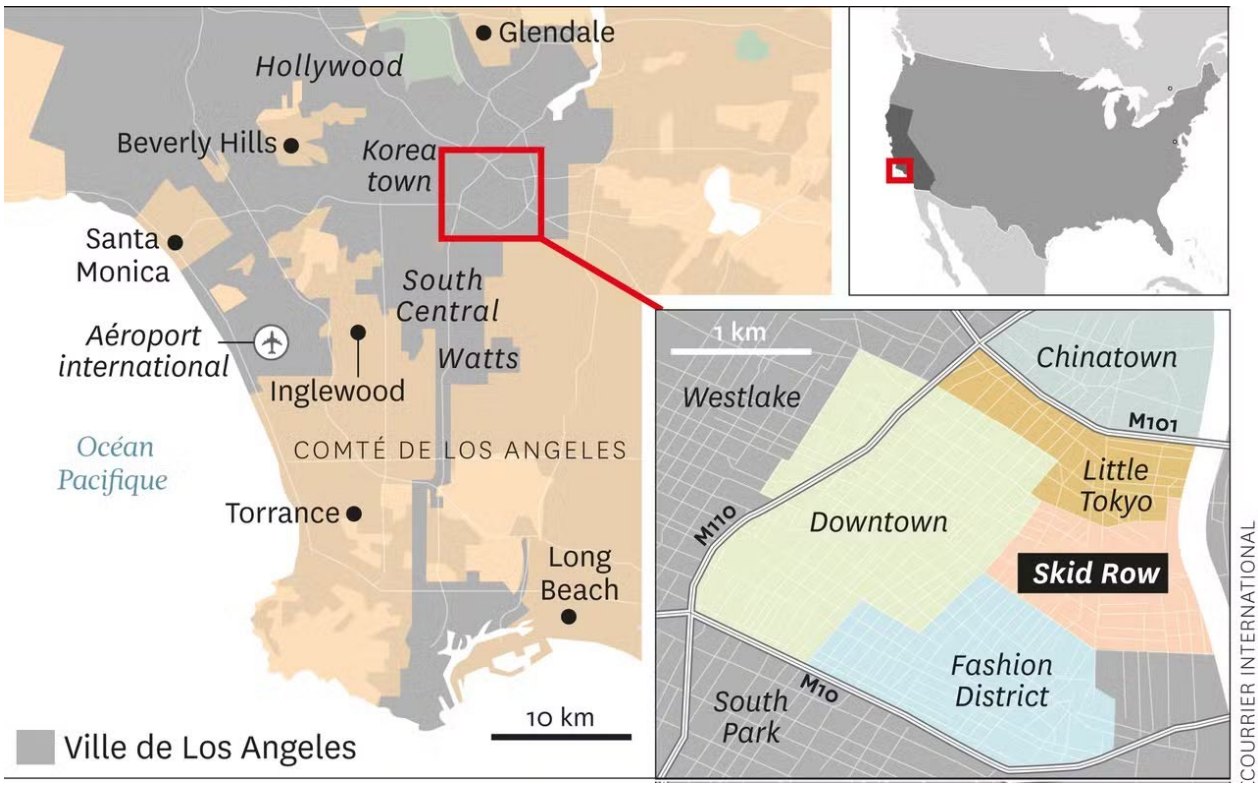
Localisation des principaux centres d'affaires et de l'industrie de la haute technologie. Cette surreprésentation montre la difficulté que peut rencontrer l'ESS en tant qu'économie alternative à se faire une place à Los Angeles.

Unemployment rates of the Los Angeles region, California, and the United States, January 2007–March 2012



Source: Author's analysis of Local Area Unemployment Statistics

Economic Policy Institute



Carte locale qui permet de visualiser l'organisation de la ville et du comté de Los Angeles.